

COMPTE-RENDU DES ELUS FORCE OUVRIERE

Présidée par la Directrice des Finances Publiques, secondée par son adjoint responsable de la Direction Stratégie - Moyens -Maîtrise d'activité, cette Formation Spécialisée (FS), programmée sur une journée entière, comportait 10 points à son ordre du jour.

1/ Désignation secrétaire

En l'absence de règlement intérieur, 9 mois après la mise en place de cette nouvelle instance (nous ne perdons pas espoir de le voir arriver prochainement), nous sommes restés sur la même position que pour la FS du 12 juin 2023 : un secrétaire de séance sera désigné de façon collégiale lors de chaque séance. Pour celle-ci, Damien PATRAC (FO) a été reconduit dans cette tâche.

Aucun temps syndical n'étant accordé par l'administration pour préparer les procès-verbaux des séances, l'ensemble des OS ont décidé de boycotter la signature de ces documents.

2/ Approbation des PV des FS du 4 avril et 12 juin 2023

Le PV du 4 avril n'étant pas encore finalisé, le vote n'a porté que sur celui du 12 juin. Les élus FO ont validé ce procès-verbal.

3/ Avis sur le Programme Annuel de Prévention (PAP)

Le document fourni pour cette FS contient 83 risques dont aucun classé en catégorie A, 41 en B, 40 en C et 2 en D. Les Risques Psycho Sociaux (RPS) représentent 49 % des risques, pour des motifs notamment liés au contexte dans lequel nous travaillons, à la charge de travail trop importante, au stress ou encore aux problèmes liés aux antennes.

Pour FO DGFIP 86, notre Direction cherche à minimiser la gravité des risques que nous encourons. Nous estimons que certains risques devraient être coté en A afin de contraindre la Direction à les solutionner, en engageant sa responsabilité.

En conséquence, nous nous sommes abstenus, comme l'ensemble des autres organisations syndicales présentes. Si cette situation perdure, FO DGFIP 86 n'hésitera pas à voter CONTRE les prochains PAP.

4/ Rapport annuel 2022 du Médecin De Prévention

Année après année, faute de moyen (absence de secrétaire et d'infirmière notamment), notre médecin fait de moins en moins de prévention. A peine 7 % des agents ont vu le médecin cette année en visite de prévention. Malgré la transformation du CHSCT en Formation Spécialisée, décidée il y a plus de 4 ans, le médecin ne dispose toujours pas d'un outil permettant de restituer les informations de notre Direction. Ces informations sont toujours mélangées avec celles des Douanes, de l'INSEE, de la DCST (Direction des Créances Spéciales du Trésor) et autres directions du ministère, alors que la FS ne traite plus que de la DGFIP depuis le 1^{er} janvier 2023. La réforme des instances représentatives, décidée au plus niveau de l'État, est marquée, comme beaucoup d'autres, par une impréparation totale, comme en témoigne l'absence du règlement intérieur. Ce niveau d'amateurisme nous ferait presque sourire, s'il n'avait pas de lourdes conséquences pour nos conditions de travail.

Un bon point toutefois d'après nous : la Direction propose de refaire plus de prévention notamment afin de lutter contre le diabète. Les acteurs de prévention proposent également des campagnes d'information sur le handicap invisible et le cancer.

5/ Visite du Service Départemental des Impôts Fonciers (SDIF) le 12 mai 2023

Les élus de la Formation Spécialisée ont effectué une visite au SDIF pour rencontrer les agents sur site.

Les agents du SDIF viennent de rédiger une fiche de signalement, que les membres de la FS ont reçu très récemment, et qui vient, non seulement confirmer les constats effectués lors de notre visite, mais en plus traduire une dégradation de la situation du service. Ils souhaitent que cela soit remonté dans le prochain Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP).

A titre d'exemple de cette dégradation : en rythme normal, le service reçoit près de 2 000 messages par E-contact. En 2023, à cause de GMBI (Gérer Mes Biens Immobiliers), c'est plus de 12 000 messages qui sont arrivés pour « le plus grand bonheur » de nos collègues. A cela s'ajoutent les appels téléphoniques incessants et le nombre d'accueils physiques qui explose. Nos collègues sont à bout et on les comprend.

Notre Direction se dit consciente des difficultés et cherche à aider ce service notamment par l'affectation quasi-permanente de l'Equipe Départementale de Renfort (EDR). Pour FO DGFIP 86, nos collègues du SDIF subissent les effets du manque d'anticipation et des erreurs de la Direction Générale dans la mise en place de ce nouveau dispositif qu'est GMBI : déclaration nouvelle générant nécessairement de nouveaux questionnements de la part de redevables perdus, décontenancés ou inquiets, le tout géré au moyen d'outils informatiques défaillants.

Pour le SDIF de la Vienne, la Direction envisageait le recrutement d'un contractuel, option rejetée par les agents du service.

Actuellement, faute de temps, le tutorat des nouveaux arrivants est effectué par le chef de service et son adjoint.

Enfin, un retour d'expérience (« RETEX », comme ils disent) avec sa synthèse est prévu prochainement.

6/ Visite du SGC Poitiers Extérieur le 20 juin 2023

Edifiant et préoccupant sont les deux qualificatifs qui nous semblent traduire le mieux ce que nous inspire ce dossier.

9 mois après sa création, ce SGC a subi une véritable hémorragie d'agents avec 13 demandes de mutations, soit près de la moitié de l'effectif, dont 11 ont débouché sur un départ. A cela s'ajoutent 5 vacances d'emplois.

Les élus ont regretté que les agents du site de Saint Louis n'aient pas été informés par leur encadrement de la visite de la FS.

Il ressort du rapport de visite que le préfigurateur n'a pas su, ou n'a pas réussi, à fédérer l'équipe du SGC autour de ce nouveau projet.

Quelques mois après la création de ce SGC, la grande majorité des agents se disent désabusés, démotivés. Pire, ils semblent ne plus faire confiance à l'encadrement actuel et déplorent également le désintérêt de la Direction face à leur situation.

La Direction se dit consciente des difficultés qui sont surtout dus, selon elle, au déficit d'agents et d'encadrants. Elle explique que beaucoup d'agents veulent quitter le poste, que peu d'agents veulent l'intégrer, et qu'elle n'a pas assez de nouveaux agents pour faire face à autant de vacances.

Pour FO DGFIP 86, la Direction doit se poser les bonnes questions. Si nous partageons les constats sur les problèmes d'effectif, nous ne comprenons pas que, face à un service dont nous savions tous que la création poserait de nombreux problèmes, le management ne soit pas plus bienveillant, fédérateur et communicatif. Devant les difficultés, le rôle d'un chef de poste devrait être de rassembler, rassurer, faire confiance, se reposer sur les sachants et non les stigmatiser, les rabaisser, les écarter....les membres de la FS qui ont procédé à la visite du SGC, qui ont rencontré le chef de poste puis les agents, ont trouvé un responsable coupé de son équipe, avec deux visions diamétralement opposées de leurs quotidiens et une Direction qui semble regarder ailleurs.

Nous avons rappelé que selon l'article L. 4121-1 du Code du travail, l'employeur est tenu d'assurer la santé physique, mentale et la sécurité de ses collaborateurs. Ainsi, il peut risquer d'être convoqué au tribunal en cas de non-respect de cette loi, et être tenu responsable en cas de dépression, de « burn-out » ou de suicide notamment. Sur ce point, le médecin de prévention a rappelé en séance que des employeurs se sont déjà retrouvés devant un juge pour ne pas avoir suffisamment pris des mesures de protection de ses salariés.

7/ Examen des dépenses

Nous avons validé les travaux préparatoires réalisés le 21 septembre 2023 en groupe de travail et nous avons demandé un recensement pour des sièges ergonomiques sur prescription médicale et pour des sacs à dos pour les télétravailleurs.

8/ Compte rendu des exercices d'évacuation

Un seul compte-rendu d'exercice d'évacuation figurait à l'ordre du jour, celui de l'antenne de Loudun. En 2022, les sites de Montmorillon et Civray n'ont fait l'objet d'aucun exercice. En 2023, se rajoutent les sites de la Trésorerie de Poitiers Etablissements Hospitaliers (TPEH) et Neuville-de-Poitou.

9/ Examen des fiches de signalement

Nous sommes à la 10ème fiche de l'année.

Le gouvernement prévoit de faire évoluer la législation pour permettre un dépôt de plainte par l'administration pour le compte des agents publics agressés. Jusque-là, l'administration pouvait porter plainte lorsque l'usager s'en prenait au matériel, au mobilier, aux locaux...mais pas lorsqu'il s'en prenait à l'agent, lequel devait porter plainte en son nom personnel. Un dispositif contestable, l'agent n'étant pas agressé en tant que personne mais en tant qu'agent de l'État. Résultat : peu de plaintes déposées par des agents qui ne souhaitent pas s'engager dans une procédure, ou simplement par crainte d'éventuelles représailles.

Par cette évolution législative, le ministère de la Fonction publique entend ainsi permettre « *d'affirmer le soutien à l'agent, de lutter contre l'autocensure de l'agent et de renforcer la plainte* ». La mesure doit être intégrée à la prochaine réforme de la Fonction publique. Il est en outre prévu d'étendre la protection fonctionnelle aux ayants droit, comme le conjoint ou la famille, à titre conservatoire. Un groupe de travail national sur le sujet est programmé dans les prochains jours.

Sur les quatre fiches examinées lors de cette FS, trois ont l'objet d'un signalement au procureur (article 40 du code de procédure pénale). Pour la 4ème, la Direction nous indique ne pas avoir fait de signalement suite à la demande de l'agent concerné.

Nous vous incitons fortement à faire remonter toute agression (verbales, physiques, comportementales) que vous pouvez subir dans votre quotidien professionnel.

10- Examen des déclarations d'accident du travail

Nous avons examiné trois fiches (soit un total de six fiches depuis le début de l'année) qui concernent trois chutes avec plus ou moins de gravité.

Les élus FORCE OUVRIERE en Formation Spécialisée : Karen MALLER (TPEH) ; Damien PATRAC (TPEH), Frédéric RICHARD (SGC Poitiers extérieur, site de Neuville-de-Poitou) ; Fabien GEAY (Direction – Division Recouvrement forcé).